

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

DIVISION DE LA PREVISION

CELLULE DES FINANCES PUBLIQUES



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF FINANCE

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF FORECAST

PUBLIC FINANCE UNIT

EXECUTION BUDGETAIRE A FIN SEPTEMBRE 2020

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2020, le budget de l'Etat s'est exécuté dans un contexte marqué au plan international par : (i) la relance de l'économie mondiale au troisième trimestre, après les restrictions d'activités et les perturbations économiques causées par la pandémie du COVID-19 au premier semestre, avec notamment le confinement d'une bonne franche de la population mondiale et la mise en veilleuse de la production de bon nombre d'entreprises. Cette relance est soutenue par une forte expansion dans le secteur manufacturier, tandis que le secteur des services montre des signes de faiblesse ; (ii) la deuxième vague d'infections au COVID-19 déclenchée dans plusieurs pays au troisième trimestre, notamment dans la zone euro, ainsi que l'apparition de nouvelles souches du virus. Pour ralentir sa propagation, la plupart des gouvernements ont opté pour la réintroduction des mesures de distanciation sociale, de fermeture des frontières et de confinement des populations ; (iii) les incertitudes liées aux négociations entre l'Union européenne et la Grande-Bretagne pour la conclusion d'un accord commercial post-Brexit ; (iv) la guerre commerciale entre les États-Unis et ses partenaires, qui affecte négativement le commerce international ; (v) les tensions géopolitiques entre les Etats-Unis et certains grands pays exportateurs de pétrole, notamment l'Iran et le Venezuela, sur fond de sanctions économiques.

Au plan national, le contexte d'exécution du budget est marqué par : (i) la tenue en juillet 2020 du deuxième débat d'orientation budgétaire entre le Gouvernement et le Parlement, à l'issue duquel la politique d'import-substitution, la transformation locale des produits, et la consolidation budgétaire ont été retenues, entre autres, comme orientations du triennat 2021-2023 ; (ii) la préparation du budget 2021, déclenchée par la signature en juillet 2020 de la circulaire présidentielle y afférente, qui prévoit un retour à la croissance en 2021 et met en exergue la nécessité de prendre en compte la mise en œuvre du plan globale de riposte contre la pandémie du COVID-19 ; (iv) l'adoption d'une loi de finances rectificative suite aux effets néfastes de la pandémie du COVID-19 sur les recettes budgétaires, et la création d'un Compte d'Affectation Spéciale (CAS) dédié aux opérations de riposte contre cette pandémie ; (v) les décaissements exceptionnels des partenaires au développement en appui au financement du plan global de riposte contre le coronavirus ; (v) la persistance des crises sécuritaires ; (vi) la chute des cours du pétrole en deçà des 54,4 dollars le baril retenus dans les hypothèses de la loi de finances initiale.

S'agissant des cours moyens des principaux produits exportés sur la période janvier-septembre 2020 par rapport à la même période de 2019, ils sont en baisse pour le pétrole, le coton, le caoutchouc, et le café robusta. Par contre, les cours du cacao, du café arabica, de l'huile de palme, de l'aluminium et des bois tropicaux sont en hausse. En effet, le cours moyen du pétrole brut chute de 36,7% en glissement annuel pour s'établir à 40,9 dollars le baril. Ceux du caoutchouc, du coton, et du café robusta diminuent de

11,7%, 11,5% et 8,3% respectivement pour se situer à 276,5 cents/kg, 69,9 cents US/livre, et 68,1 cents US/livre. A l'inverse, le cours moyen du cacao brut croit de 7% pour atteindre 2 496,5 dollars la tonne. De même, ceux du café arabica, de l'huile de palme, des bois tropicaux, et de l'aluminium augmentent de 12,7%, 11%, 6,9% et 2% respectivement pour se situer à 110,1 cents US/livre, 610,3 dollars/tonne, 1629,7 dollars/tonne, et 694,4 dollars le m3.

Dans le cadre de l'exécution du budget de l'Etat, ce contexte a influencé la mobilisation des ressources et l'exécution des dépenses. Pour l'analyse de la performance, les ressources mobilisées sont comparées aux objectifs fixés pour les neuf premiers mois de l'exercice, tandis que les dépenses exécutées, qui obéissent à la régulation budgétaire, sont comparées aux prévisions de la loi de finances rectificative.

I- LES RESSOURCES BUDGETAIRES

Les ressources budgétaires totales mobilisées au terme des neuf premiers mois de l'exercice 2020 se chiffrent à 3 670,9 milliards. Elles diminuent de 13,5 milliards (-0,4%) en glissement annuel. Cette baisse est imputable aux recettes internes. Par rapport à l'objectif de la période fixé à 3 308 milliards, elles sont en dépassement de 363 milliards, soit un taux de réalisation de 111%. Cette performance est due aux emprunts et dons qui affichent un taux de réalisation de 115,4%, et aux recettes internes réalisées à 108,6%. Ces ressources intègrent les remboursements de 3,6 milliards des entreprises publiques sur les prêts rétrocédés par l'Etat.

Les recettes budgétaires internes ont été recouvrées à hauteur de 2 320,9 milliards, en diminution de 115,1 milliards (-4,7%) par rapport à la même période de l'exercice 2019 où elles se situaient à 2 436 milliards. Cette baisse s'observe essentiellement au niveau des recettes pétrolières. Le taux de réalisation des recettes internes est de 108,6% par rapport aux 2 137,6 milliards d'objectif à fin septembre 2019.

Les recettes pétrolières se chiffrent à 310,6 milliards à fin septembre 2020, en diminution de 121,1 milliards (-28,1%) par rapport à fin septembre 2019, essentiellement du fait de la baisse de 36,7% en rythme annuel des cours mondiaux du pétrole. Elles comprennent 236,8 milliards de redevance SNH et 73,8 milliards d'impôt sur les sociétés pétrolières. Par rapport à la prévision à fin septembre de 202,3 milliards, elles enregistrent un taux de réalisation de 153,5%.

Les recettes non pétrolières passent de 2 004,3 milliards à fin septembre 2019 à 2 010,3 milliards à fin septembre 2020, soit une augmentation de 6 milliards (+0,3%) entre les deux périodes. Par rapport aux 1 935,3 milliards de prévision à fin septembre, elles sont en dépassement de 75 milliards, soit un taux de réalisation de 103,9%. Cette performance s'explique essentiellement par la bonne tenue des recettes fiscales, en lien avec l'application intégrale des réformes sur les droits d'accises et la reprise des activités observée depuis le mois de mai 2020. L'évolution des principales composantes de ces recettes est donnée ci-dessous.

Les recettes des impôts et taxes recouvrées au terme des neuf premiers mois de l'exercice 2020 s'élèvent à 1 376 milliards contre 1 325,7 milliards à la même période de 2019, soit hausse de 50,4 milliards (+3,8%) en glissement annuel. Cette hausse est induite par la hausse des recouvrements au titre de l'IRPP (+15,5 milliards), de l'impôt sur les sociétés non pétrolières (+14,3 milliards), des droits d'accises (+31,3 milliards) et de la TSPP (+7,3 milliards). Ces hausses ont été atténuées par la baisse des recettes des droits d'enregistrement et du timbre (-10,3 milliards) et la TVA (-1,7 milliard). Par rapport aux 1 305,4 milliards d'objectif de la période, les recettes des impôts et taxes sont en dépassement de 70,6 milliards, soit un taux de réalisation de 105,4%. Cette performance

s'observe au niveau de toutes les sous rubriques, à l'exception de la TVA qui affiche un taux de réalisation de 95%. Elle s'explique par le bon comportement des soldes de l'impôt sur les sociétés non pétrolières ; l'application intégrale des mesures nouvelles sur les droits d'accises, notamment l'élargissement du droit d'accises au secteur audio-visuel ; et le paiement anticipé des dividendes.

Les recettes douanières se chiffrent à 494,9 milliards à fin septembre 2020 contre 543,1 milliards à fin septembre 2019, soit une baisse de 48,2 milliards (-8,9%) en glissement annuel. Les droits de douane à l'importation diminuent de 21,4 milliards, la TVA à l'importation de 24,9 milliards et les droits d'accises à l'importation de 1,2 milliard. Par rapport aux 473,3 milliards prévus pour la période, les recettes douanières sont en dépassement de 21,6 milliards, soit un taux de réalisation de 104,6%. La bonne performance en douanes est liée à la reprise progressive des activités depuis le mois de mai, et à l'apurement partiel de la dette des marketeurs. Il convient de relever que la suspension temporaire du démantèlement tarifaire a permis de préserver 2,1 milliards sur les produits du troisième groupe.

Les recettes non fiscales croissent de 28,7 milliards (-26,8%) en glissement annuel et s'établissent à 135,8 milliards à fin septembre 2020. Par rapport aux 153 milliards de prévision pour la période, elles sont en retrait de 17,2 milliards, soit un taux de réalisation de 88,7%. Cette évolution s'explique notamment par le faible rendement de toutes les sous rubriques à l'exception du droit de transit pétrolier, qui affiche une hausse de 6 milliards en rythme annuel et un taux de réalisation de 152% par rapport à l'objectif de la période.

Les emprunts et dons décaissés s'élèvent à 1 350,1 milliards à fin septembre 2020 contre 1 248,5 milliards à fin septembre 2019, soit une hausse de 101,6 milliards (+8,1%) entre les deux périodes. Cette hausse résulte principalement des appuis budgétaires apportés par les partenaires au développement et des émissions importantes de titres publics sur le marché monétaire. Les emprunts et dons présentent un taux de réalisation de 115,4% par rapport aux 1 170,4 milliards de prévision pour la période.

Tableau 1 : Mobilisation des ressources budgétaires à fin septembre 2020

(En milliards de FCFA, sauf précision contraire)

RUBRIQUES	L.F.R. 2020 (a)	janv-sept 20 Prévisions (b)	janv-sept 20 Réalizations (c)	janv-sept 19 Réalizations (d)	Ecart (e)=(c-b)	Taux de Réalisation (c/b) (%)	Variation	
							(c/d) (abs)	(c/d) (%)
A- RECETTES INTERNES	2848,5	2137,6	2320,9	2436,0	183,3	108,6	-115,1	-4,7
I-Recettes pétrolières	269,7	202,3	310,6	431,7	108,3	153,5	-121,1	-28,1
1-Redevance SNH	169,7	127,3	236,8	352,6	109,5	186,1	-115,8	-32,8
2- IS pétrole	100	75,0	73,8	79,1	-1,2	98,3	-5,3	-6,7
II- Recettes non pétrolières	2578,8	1935,3	2010,3	2004,3	75,0	103,9	6,0	0,3
1- Recettes Fiscales	2374,8	1778,7	1870,9	1868,7	92,2	105,2	2,2	0,1
a- Recettes des impôts et taxes	1 724,80	1305,4	1376,0	1325,7	70,6	105,4	50,4	3,8
dont - IRPP	291,6	222,6	243,1	227,6	20,6	109,2	15,5	6,8
- TVA	621,6	455,5	432,8	434,5	-22,8	95,0	-1,7	-0,4
- IS non pétrole	330,1	267,0	287,5	273,2	20,5	107,7	14,3	5,2
- Droits d'accises	186,7	143,5	182,1	150,7	38,6	126,9	31,3	20,8
- Droits d'enreg.et timbre	91,3	65,1	73,7	84,0	8,6	113,1	-10,3	-12,3
- TSP	112,8	88,2	103,5	96,3	15,3	117,4	7,3	7,6
b- Recettes douanières	650	473,3	494,9	543,1	21,6	104,6	-48,2	-8,9
dont - Droit de douane import.	276,8	203,5	210,3	231,7	6,8	103,3	-21,4	-9,2
- TVA import.	295,3	211,7	223,1	248,0	11,4	105,4	-24,9	-10,0
- Droits d'accises import.	37,1	26,7	26,4	27,7	-0,3	98,9	-1,2	-4,5
- Droits de sortie	26,4	21,6	25,7	25,6	4,0	118,5	0,0	0,1
2- Recettes non fiscales	204	153,0	135,8	107,1	-17,2	88,7	28,7	26,8
3- Autres recettes (Rbsmt prêts)	0,0	3,6	3,6	28,5	0,0	100,0	-24,9	-87,4
B- EMPRUNTS ET DONS	1560,5	1170,4	1350,1	1248,5	179,7	115,4	101,6	8,1
- Prêts projets	582	436,5	333,5	497,1	-103,0	76,4	-163,6	-32,9
- Dons	102	76,5	22,4	74,5	-54,1	29,3	-52,1	-69,9
- Prêts FMI	45,3	34,0	181,5	0,0	147,5	534,3	181,5	#DIV/0!
- Appuis budgétaires	331,2	248,4	52,7	65,6	-195,7	21,2	-12,9	-19,6
- Emission des titres publics	420	315,0	614,1	541,3	299,1	195,0	72,8	13,5
- Emprunts bancaires	80	60,0	145,8	70,0	85,8	243,0	75,8	108,3
TOTAL RESSOURCES	4409,0	3308,0	3670,9	3684,5	363,0	111,0	-13,5	-0,4

Source : MINFI/DP

II- LES DEPENSES BUDGETAIRES

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2020, les dépenses budgétaires totales base ordonnancements s'élèvent à 3 148,1 milliards contre 3 456,2 milliards pour la même période de 2019, soit une diminution de 308,1 milliards (-8,9%) entre les deux périodes. Cette baisse s'observe au niveau de toutes les principales rubriques des dépenses publiques. Elles présentent un taux d'exécution de 71,4% par rapport aux 4 409 milliards prévus dans la loi de finances rectificative. Ces dépenses incluent un montant de 189,3 milliards au titre des dépenses diverses à régulariser.

Les dépenses courantes baissent de 44,4 milliards (-2,6%) en glissement annuel pour se situer à 1 682,3 milliards à fin septembre 2020. Par rapport aux 2 266,9 milliards prévus pour l'année, leur taux d'exécution est de 74,2%. L'évolution et les réalisations des principales rubriques des dépenses courantes sont présentées ci-dessous.

Les dépenses de personnel augmentent de 3,6% en glissement annuel et s'établissent à 771 milliards à fin septembre 2020. Elles ont été exécutées à hauteur de 74% par rapport aux 1 042,2 milliards de prévision annuelle.

Les dépenses de biens et services baissent de 55,7 milliards (-10,2%) en rythme annuel et s'élèvent à 492,9 milliards à fin septembre 2020. Le taux d'exécution de ces dépenses est de 73,7% par rapport aux 669,1 milliards prévus dans la loi de finances rectificative.

Les dépenses de transferts et pensions se chiffrent à 418,4 milliards au terme des neuf premiers mois de 2020, diminuant ainsi de 15,7 milliards (-3,6%) par rapport à la même période de l'exercice précédent. Comparativement aux 555,6 milliards prévus pour l'année, elles présentent un taux d'exécution de 75,3%.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 699 milliards à fin septembre 2020 contre 926,8 milliards à fin septembre 2019, soit une baisse de 227,9 milliards (-24,6%) entre les deux périodes, principalement du fait de la baisse des décaissements au titre des prêts projets. Par rapport à la prévision annuelle de 1 268,2 milliards, le taux d'exécution de ces dépenses est de 55,1%. L'évolution et les réalisations des différentes rubriques des dépenses d'investissement sont présentées ci-après.

Les dépenses d'investissement sur ressources propres s'élèvent à 323,1 milliards à fin septembre 2020, en diminution de 48,7 milliards (-13,1%) en rythme annuel. Par rapport à la prévision de l'exercice, leur taux d'exécution est de 58,1%.

Les dépenses d'investissement sur financements extérieurs sont de 355,4 milliards à fin septembre 2020. Elles baissent de 180,2 milliards en rythme annuel (-33,6%). Par rapport aux 684 milliards de la loi de finances rectificative, leur taux d'exécution est de 52%.

Les dépenses de restructuration se chiffrent à 20,5 milliards à fin septembre 2020 contre 19,5 milliards à la même période de l'exercice 2019. Leur taux d'exécution est de 73% par rapport aux 28,1 milliards de prévision annuelle.

3- Le service de la dette publique

Le service de la dette publique s'établit à 577,5 milliards au terme des neuf premiers mois de 2020 contre 685,2 milliards à la même période de 2019, soit une baisse de 107,7 milliards (-15,7%) en glissement annuel. Cette baisse s'observe dans les deux grandes catégories de dette publique. Par rapport aux 874 milliards prévus pour l'année, le taux d'exécution du service de la dette publique est de 66,1%.

Le service effectif de la dette extérieure se chiffre à 298,5 milliards à fin septembre 2020 contre 352,1 milliards à fin septembre 2019, soit un recul de 53,7 milliards (-15,2%). Son taux de d'exécution est de 79,8%.

Les paiements au titre de la dette intérieure baissent de 54 milliards (-16,2%), passant de 333,1 milliards à fin septembre 2019 à 279 milliards à fin septembre 2020. Par rapport aux 500 milliards prévus pour l'exercice, le taux d'exécution de ces paiements est de 55,8%.

III- SOLDES BUDGETAIRES DE BASE

Au fin septembre 2020, reflétant les recettes et dons mobilisées, et les dépenses (base prises en charge) exécutées, le solde primaire se situe à -81,9 milliards. Le solde primaire non pétrolier s'établit à -392,5 milliards.

Tableau 2 : Exécution des dépenses budgétaires à fin septembre 2020
(En milliards de FCFA, sauf précision contraire)

RUBRIQUES	L.F.R.	janv-sept 20	janv-sept 19	Ecart (d)=(b-a)	Taux de	Variation	
	2020 (a)	Réalisations (b)	Réalisations (c)		Réalisation (b/a) (%)	(c/b) (abs)	(c/b) (%)
I-Dépenses courantes	2266,9	1682,3	1726,7	-584,6	74,2	-44,4	-2,6
Dépenses de personnel	1 042,2	771,0	744,0	-271,2	74,0	27,0	3,6
Dépenses de Biens & Services	669,1	492,9	548,6	-176,2	73,7	-55,7	-10,2
Transferts et pensions	555,6	418,4	434,1	-137,2	75,3	-15,7	-3,6
II- Dépenses d'investissement	1268,2	699,0	926,8	-569,2	55,1	-227,9	-24,6
Sur financements extérieurs	684	355,4	535,5	-328,6	52,0	-180,2	-33,6
Sur ressources propres.	556,1	323,1	371,8	-233,0	58,1	-48,7	-13,1
Dépenses de restructuration	28,1	20,5	19,5	-7,6	73,0	1,0	5,3
III- Dépenses diverses à régulariser	0,0	189,3	117,4	189,3	-	71,9	61,2
IV- Service de la dette publique	874,0	577,5	685,2	-296,5	66,1	-107,7	-15,7
Dette extérieure	374	298,5	352,1	-75,5	79,8	-53,7	-15,2
Dette intérieure	500	279,0	333,1	-221,0	55,8	-54,0	-16,2
dont - Amortissement du principal	355,9	102,9	71,9	-253,1	28,9	31,0	43,1
- Remboursement crédits de TVA	87	61,0	54,0	-26,0	70,1	7,0	13,0
- Arriérés intérieurs	0	75,2	175,2	75,2	-	-100,1	-57,1
TOTAL DEPENSES	4409,0	3148,1	3456,2	-1261,0	71,4	-308,1	-8,9

Source: MINFI/DP